



MARCHE MONDIALE DES FEMMES TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE

Autonomie économique des femmes

L'autonomie économique des femmes se réfère à leur capacité à pourvoir elles-mêmes à leurs besoins ainsi qu'à ceux des personnes qui dépendent d'elles et à décider de la meilleure façon d'y parvenir. Dans ce sens, l'autonomie économique est une notion plus large que l'autonomie financière dans la mesure où elle comprend aussi l'accès à la sécurité sociale et aux services publics.

Le salaire n'est pas la seule source de notre autonomie, celle-ci dépend aussi et surtout de notre formation, de notre éducation de l'accès aux biens communs, au crédit, à l'économie solidaire et aux services publics. Nous produisons des richesses non-matérielles que nous redistribuons directement (sans passer par le système financier formel) : depuis leur jeunesse, les femmes consacrent une grande partie de leur temps à satisfaire les besoins de la société, des membres de leur famille et de leur communauté.

Malgré la créativité mise en œuvre pour lutter pour leur autonomie, beaucoup de femmes rencontrent divers obstacles pour réussir à l'obtenir. Dans certains pays, communautés ou familles, selon la loi ou la coutume, l'autorisation du père, du mari ou d'un homme de la famille est nécessaire pour qu'elles puissent exercer une activité rémunérée. En outre, dans beaucoup de pays, les femmes sont moins scolarisées que les hommes et les filles rencontrent beaucoup de difficultés pour continuer leur scolarité. Ailleurs, on observe une augmentation de la scolarisation des femmes depuis ces dernières années, mais elles sont plus souvent au chômage ou gagnent moins que les hommes à compétence égale.

De plus, presque partout dans le monde, ce sont les femmes qui s'occupent de ce qu'on appelle le travail reproductif : le soin des enfants, de la maison, des maris, des malades et des personnes âgées. De cette façon, dans leur recherche d'autonomie économique, les femmes doivent toujours gérer leur temps et disponibilités entre travail de soin et travail rémunéré. De ce fait, elles se trouvent souvent limitées à des emplois à temps partiel ou informels qui leur offrent une flexibilité leur permettant d'aller chercher les enfants à l'école, de s'occuper de leur santé, etc.

Le travail des femmes dans le monde

Le peu d'informations systematisées que nous avons sur le travail des femmes dans le monde cible le travail formel, enregistré (et non sur le travail non-remuneré). Nous savons que, par exemple en Afrique sub-saharienne, les femmes travaillent beaucoup mais les emplois dotés d'un salaire digne et de la protection sociale sont rares. En Afrique du Nord, la participation des femmes au marché du travail est extrêmement faible, car la plupart des femmes doivent demander la permission à un membre masculin de leur famille pour travailler hors de la maison. La différence d'accès à l'emploi entre les femmes et les hommes est la plus élevée du monde avant le Moyen-Orient¹. En Amérique latine et dans

¹ Selon les données 2007 de l'OIT (Organisation internationale du travail), en considérant la moyenne mondiale des personnes en âge de travailler, à peine 49,1% des femmes étaient employées face à 74,3% des hommes. Le rapport emploi/population varie selon les sous-régions du monde : il est plus élevé en Asie orientale (65,2%) et Afrique sub-saharienne (56,9%) et plus bas en Afrique du Nord (21,9%) et au Moyen-Orient (28,1%). Sont considérées comme employées les femmes qui ont réalisé un travail – au moins une heure pendant la période de référence



MARCHE MONDIALE DES FEMMES TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE

les Caraïbes, les femmes travaillent principalement dans le secteur des services et très souvent, dans des emplois très précaires, bien que de nombreuses femmes travaillent aussi dans le secteur informel dans des activités telles que l'artisanat, le commerce, et dans les champs, etc. Les taux d'activité des femmes les plus élevés sont en Asie orientale, du Sud-Est et dans le Pacifique mais avec des journées de travail très longues. En Europe, aux États-Unis, au Canada et au Japon, il existe une plus forte probabilité pour les femmes d'avoir des emplois avec moins de responsabilités et à temps partiel que pour les hommes.

L'organisation du système économique capitaliste néolibéral est fondée sur l'exploitation du travail des femmes:

- 1) Dans le système néolibéral, les femmes gagnent à travail égal systématiquement moins que leurs collègues hommes (leurs salaires sont encore considérés comme complémentaires à ceux des hommes – voir le *point sur l'économie féministe*) ; autant les travailleurs hommes que les femmes se voient obligés à entrer en compétition entre eux pour obtenir un travail précaire, ce qui entraîne la réduction des salaires et la dégradation des conditions de travail au niveau international;
- 2) Le travail est typiquement précaire: horaires flexibles, heures supplémentaires non rémunérées, travail à temps partiel ou contrats à courte durée; syndicalisation non autorisée, fin du respect des droits acquis, absence de sécurité sociale et de mesures de santé et sécurité, etc. ;
- 3) La force de travail des femmes est le support de l'industrie de montage (les *maquiladoras*) ainsi que de la production de légumes, fruits et fleurs en système de monoculture destinés à l'agro-exportation. Elle maintient aussi l'industrie des services qui est actuellement le secteur qui emploie le plus de femmes dans le monde surtout parce que les femmes pauvres immigrer vers les pays riches (du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest) à la recherche d'un emploi dans le secteur des travaux domestiques et des soins ;
- 4) Les femmes immigrantes envoient une grande partie de l'argent qu'elles reçoivent à leur foyer afin de pourvoir les besoins de leur famille dans leur pays d'origine – transferts d'argent qui ont un impact significatif sur l'économie de ces pays. C'est pourquoi l'immigration des femmes est encouragée, bien que leurs possibilités de travail soit limitées très souvent au travail dans les industries des services et du sexe (et souvent dans des conditions clandestines) ;
- 5) La privatisation des services et les coupures des dépenses publiques dans le domaine de la santé, de l'éducation, de services de garde d'enfants, de l'eau et d'assainissement basique a entraîné une augmentation du travail domestique et communautaire effectué par les femmes ;
- 6) Au moins 12,3 millions de personnes dans le monde sont prisonnières du travail forcé qui inclut : l'endettement, le trafic de personnes (qui, à peine précédé par le trafic de drogues, est la deuxième plus grande mafia du monde, générant 10 milliards de dollars US de bénéfices par an) et d'autres formes d'esclavage moderne. Les victimes sont les plus vulnérables – les femmes et les filles forcées à se prostituer, les immigrants prisonniers de leur endettement et les travailleurs des champs ou des *maquilas* ('ateliers de misère'), où ils sont gardés illégalement (le plus souvent forcés) et payés peu ou rien.

spécifiée – pour un salaire ou pour des appointements (travail rémunéré) ou pour le bénéfice familial (travail indépendant).



MARCHE MONDIALE DES FEMMES TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE

La récente crise alimentaire, environnementale, énergétique et financière – conséquence directe du système mondial néolibéral d'exploitation et de spéculation – a réduit la possibilité des femmes de trouver du travail, a augmenté la précarité des emplois qui existent encore et a augmenté le niveau de pauvreté des femmes et des hommes.

L'économie féministe comme principe

L'économie féministe place la durabilité de la vie humaine et le bien-être collectif au centre de l'organisation économique et territoriale et remet en question la société de marché dans laquelle le type de relation des personnes, entre elles et leur corps ou avec la nature est un commerce où les entreprises privées cherchent à maximiser leur profit. L'économie féministe s'associe à d'autres pratiques et principes de remise en question de l'ordre économique actuel comme l'économie solidaire et la souveraineté alimentaire, afin de créer de nouvelles pratiques et de nouvelles analyses théoriques.

Les féministes remettent en cause les paradigmes de l'économie dominante, qui ne reconnaissent que la production de marchandises (biens et services vendus sur le marché) et où les agents économiques agissent en privilégiant les intérêts individuels, en maximisant l'utilité au moindre coût. Ces références peuvent être appliquées à la manière d'agir d'un homme blanc d'environ 30 ans, détenteur de capital mais non à la majorité de l'humanité. Malgré leur absence de fondement dans la réalité, ce sont ces paradigmes qui orientent les politiques du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de la plupart des gouvernements de la planète.

Nous nous appuyons sur l'économie féministe pour rendre plus visible la contribution des femmes à l'économie, pour mettre en lumière leurs expériences et pour montrer comment la production des marchandises est articulée avec la re-production sociale, c'est-à-dire la production des personnes et de la vie. Cela comprend la grossesse et l'accouchement, les soins aux enfants, personnes âgées et les personnes malades et même les hommes adultes, de façon qu'ils soient disponibles et en bonne santé sur le marché. Le soin implique non seulement la nourriture, le nettoyage de la maison, le lavage et le repassage, mais aussi l'affection, la sécurité émotionnelle et l'entretien du lien social qui maintient ensemble les familles, les voisins et les communautés.

L'économie féministe dénonce également la division sexuelle du travail, qui attribue aux hommes un travail productif (la production de marchandises) et aux femmes un travail reproductif (le soin aux personnes), en plus d'établir une hiérarchie où le travail productif est plus important que le travail reproductif. Des courants féministes cherchent à quantifier le travail non rémunéré des femmes dans la famille et la communauté et font pression pour qu'il soit comptabilisé au niveau national, dans le calcul du produit national brut, dans les budgets. D'autres cherchent à rendre visibles à la fois le volume de temps consacré par les femmes aux travaux domestiques et leur disponibilité physique et émotionnelle pour le soin des autres. L'économie féministe met aussi en évidence comment des valeurs, telle que la coopération ou la solidarité, et des compétences, comme l'adresse ou la patience, sont utilisées dans les entreprises. Cependant, cela n'est pas transformé en avantages sociaux (soit plus de responsabilité ou plus de rémunération ...) quand il s'agit de femmes, pour qui ces valeurs et ces compétences sont considérées comme « naturelles » plutôt que apprises.



MARCHE MONDIALE DES FEMMES TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE

Vers une plus grande autonomie économique

Les gouvernements et responsables des politiques économiques ne considèrent pas le plein droit des femmes à un emploi rémunéré. Ils partent du présupposé que les personnes vivent dans des familles nucléaires traditionnelles : père, mère, enfants. Dans ce modèle, le père assure la subsistance de la famille avec ses revenus et la mère après avoir réalisé tout le travail domestique peut éventuellement travailler pour obtenir quelques ressources supplémentaires. Cette structure est très éloignée de la réalité. Au contraire des idées reçues selon lesquelles les hommes sont les seuls à pourvoir leurs familles et communautés, beaucoup de femmes soutiennent seules leur famille ou partagent cette responsabilité avec leur compagnon ou d'autres personnes adultes.

Pour que toutes les femmes aient une autonomie économique, nous devons construire une société où le travail – sous toutes ses formes – soit reconnu et valorisé. Les richesses produites par le travail humain se concentrent entre les mains des propriétaires de capital (propriétaires de banques, entrepreneurs, etc.) issu du profit et des intérêts. Nous demandons que cette logique soit inversée et que ces richesses soient employées pour rémunérer le travail.

Nous comprenons que l'autonomie économique de toutes les femmes ne sera jamais possible dans le système capitaliste, dont la véritable raison d'être se base sur l'exploitation des personnes et de l'environnement. Nos actions et propositions visent à la redistribution des richesses, le droit de tous et toutes à l'emploi, à avoir des conditions dignes de production et de commercialisation, des opportunités de développement personnel, ainsi que le droit à plus de temps libre.

Nous voulons une société avec le plein emploi pour les femmes et les hommes, une société où les jeunes ne soient pas forcées à s'engager si tôt sur le marché du travail. Une société où les personnes ont assez de temps libre pour elles-mêmes et pour leur engagement communautaire. Une société où ces femmes et hommes qui voudraient vivre de leur agriculture, artisanat, petit commerce, petite cooperative de production, pourraient subvenir à leurs besoins sans être balayés par les banques, les grandes entreprises (en particulier les multinationales) dont l'ambition est concentrer la totalité des ressources dans leurs mains. Une société où l'État auraient des politiques garantissant un revenu en cas de maladie, chômage, congé maternité et paternité, retraite (protection sociale universelle).

Cependant, ces politiques ne seront effectives que dans les pays et les régions en paix. La violence et la menace de violence est le plus grand obstacle à l'autonomie économique. Elle détruit les formes de subsistance, fait en sorte que des populations entières soient au chômage, emprisonne les femmes chez elles et promeut les fondamentalistes de tout type (qui, à leur tour, réduisent la liberté de circulation des femmes et leur possibilité de parvenir à l'autonomie économique). Nous revendiquons la fin de la militarisation de nos pays et de notre planète, de l'impérialisme, des conflits et des guerres interminables qui éclatent avec le but de contrôler des territoires, les ressources naturelles, les peuples ou le pouvoir politique.... Ce n'est qu'en absence de conflit que l'autonomie économique deviendra réalité pour les femmes et les hommes.

Dans la lutte pour l'autonomie économique des femmes, nous demandons :



MARCHE MONDIALE DES FEMMES TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE

- Le droit de tous les travailleurs et travailleuses (incluant a les travailleuses et travailleurs précaires, comme les travailleurs domestiques et migrants) à un emploi offrant de bonnes conditions de santé et sécurité, sans harcèlement et où la dignité est respectée, partout dans le monde et sans aucun type de discrimination (nationalité, sexe, incapacité, etc.) ;
- Le droit à la sécurité sociale, y compris le paiement d'une pension en cas de maladie, incapacité, congé maternité et paternité, afin que les femmes et les hommes aient une qualité de vie décente ;
- Des salaires égaux entre les hommes et les femmes qui effectuent le même travail, y compris la rémunération du travail réalisé dans les zones rurales ;
- L'instauration d'un salaire minimum juste (qui diminue l'écart entre les salaires les plus hauts et les plus bas et qui permet aux travailleurs et travailleuses de subvenir aux besoins d'eux-mêmes et de leurs proches), instituée par loi, qui serve de référence pour tout travail rémunéré (public ou privé) et pour toutes les prestations sociales publiques. La création et le renforcement d'une politique de revalorisation continue du salaire minimum ayant des valeurs communes dans les sous-régions ou régions ;
- Le renforcement de l'économie solidaire avec des taux de crédit bas, le soutien à la distribution et à la commercialisation et l'échange de connaissances et pratiques locales ;
- L'accès des femmes à la terre, les semences, l'eau, les matières premières et tout l'appui nécessaire pour la production et la commercialisation dans l'agriculture, la pêche et le bétail ainsi que dans l'artisanat ;
- La réorganisation des tâches domestiques et des soins afin que la responsabilité de ce travail soit partagée par les hommes et les femmes au sein de la famille ou de la communauté. Pour que ceci devienne une réalité, nous demandons l'adoption de politiques publiques qui favorisent la reproduction sociale, comme les crèches, les lavoirs collectifs, les restaurants et les soins aux personnes âgées, etc., ainsi que la réduction de la journée de travail sans réduction de salaires.

Et nous nous engageons à :

- Construire ou renforcer des alliances avec le mouvement syndical ;
- Mettre en lumière et dénoncer l'exploitation des droits des travailleurs migrants – femmes et hommes, de ceux qui réalisent des travaux domestiques et des travailleurs à domicile en sous-traitance;
- Dénoncer le rôle des entreprises transnationales dans l'exploitation du travail des femmes, à travers, par exemple l'organisation d'un boycott des produits de ces entreprises (en collaboration avec les travailleuses afin que les boycotts soient utilisés pour la négociation de meilleures conditions de travail);



MARCHE MONDIALE DES FEMMES TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE

- Poser les termes d'un débat sur la division sexuelle du travail, de la naturalisation du travail des femmes dans la sphère privée et de la valorisation du travail productif par rapport au travail reproductif, en créant les conditions nécessaires pour que les femmes aient plus de temps libre pour leurs loisirs ou la participation citoyenne.